

M. Nasserden: Je puis maintenant lui dire que ce n'est pas seulement le prix qui inquiète les cultivateurs de l'Ouest. L'excédent de 590 millions de boisseaux les inquiète, et aussi le fait que les ventes ont baissé et que d'autres nations ont accaparé certains de nos marchés. Voilà ce qui leur cause du souci. Ensuite, le ministre et le député de Medicine-Hat disent que le gouvernement a agi en moins de trois jours. Que font le ministre et le gouvernement depuis le mois de juin dernier où les prix ont commencé à baisser? Doit-on attendre qu'une catastrophe se produise, ou doit-on voir les choses telles qu'elles sont, flairer le vent, essayer d'éviter les ennuis et épargner le contribuable du pays en même temps? C'est ce qu'a fait le gouvernement précédent.

Au premier rang de l'opposition à la Chambre se trouve un député qui a été ministre du Commerce au sein du gouvernement précédent. Il s'est rendu à Washington avec son premier ministre pour parer à des problèmes semblables à ceux que nous éprouvons maintenant. Cela se passait en 1958. (*Applaudissements*)

Eh bien, nous n'avons pas obtenu les \$2 pour le blé que le gouvernement nous avait promis; la vieille promesse de donner aux producteurs de l'Ouest \$1 de plus par boisseau, pour les 300 premiers boisseaux de blé, ne s'est pas concrétisée. Cela aussi aurait coûté beaucoup d'argent au Trésor. Les actes du gouvernement montrent qu'il ne reconnaît pas la gravité du problème causé par l'augmentation des prix qui pèse sur les producteurs individuels et l'industrie agricole de l'Ouest et d'autres parties du pays. Depuis un an, ces coûts ont monté à un rythme effréné.

Je vois que le ministre responsable des questions domiciliaires est ici. Eh bien, il y a une crise du logement au Canada; il y a aussi une crise de l'agriculture et des affaires internationales; l'unité nationale est en péril. Il y a une crise dans presque tous les domaines qui relèvent du gouvernement. Et pourtant, on réplique toujours à l'opposition: «Nous avons pris des dispositions; attendons la suite des événements». Ou encore: «Nous allons agir dès demain»; ou bien: «On doit former une commission royale d'enquête pour étudier la question».

Certains ont mis en question le rôle de l'opposition au Canada, ces derniers mois. Le rôle de l'opposition parlementaire, c'est d'avertir contre ce qui peut se produire dans le pays, de mettre en garde contre ce qui peut

arriver en matière de logement, d'agriculture ou d'affaires internationales. On a prévenu le gouvernement actuel. L'ancien ministre de l'Agriculture, qui n'est pas ici aujourd'hui...

Une voix: Où est-il?

M. Nasserden: Là où il doit être aujourd'hui.

Une voix: Où?

M. Nasserden: En Saskatchewan, où il expose aux cultivateurs quelques-unes des lacunes du gouvernement... (*Exclamations*)... au pouvoir. J'aimerais que le premier ministre songe à ce que je vais dire. La Commission canadienne du blé devrait relever du ministre de l'Agriculture; d'ailleurs, c'était le cas quand nous étions au pouvoir. La déclaration d'aujourd'hui ne fait aucun cas du bien-être des producteurs de céréales. Cette politique n'est qu'un expédient; si la Commission relevait du ministre de l'Agriculture, nous pourrions l'en tenir responsable. Présentement, le ministre du Commerce peut dire: «L'agriculture relève du ministre de l'Agriculture, et je ne puis répondre pour lui». Ainsi, les ministres peuvent passer l'affaire sur le dos l'un de l'autre.

Le ministre du Commerce ne le ferait pas, je le sais, car il lui répugne de penser que le ministre de l'Agriculture puisse lui damer le pion—mais c'est là une digression.

La Commission canadienne du blé, je le répète, devrait relever du ministère de l'Agriculture. Ce dernier, le premier ministre et le ministre du Commerce auraient pu s'entretenir avec les autorités américaines depuis juin, discuter de toutes ces questions et protéger les producteurs canadiens et aussi l'intégrité de l'Accord international sur le blé pour lequel les producteurs de l'Ouest ont lutté au cours des années. Ils y tiennent, et ils le veulent et ils le défendront jusqu'à l'épuisement de leurs ressources et de leur suffrage. Les membres du gouvernement ne devraient pas l'oublier. Dire que l'on a attendu que le prix du blé baisse en dessous du prix minimum, c'est admettre que l'on n'a pas accordé au problème l'attention qu'il méritait. Voilà qui m'a vraiment déçu de la part du ministre du Commerce. Je le tenais en très haute estime; je trouvais qu'il se tirait très bien